

BELGIQUE - BELGIË

P.P. / PB.

1099 BRUXELLES X

BC 10838

Autorisation de fermeture BC 10838
Bureau de dépôt: Bruxelles X
numéro d'agrément: P605065

frères des hommes
I N F O

La Bolivie d'Evo Morales

Editorial: Entre succès et amertume

Petit saut dans le passé

Les contradictions de la politique d'Evo Morales

Quel développement rural pour la Bolivie?

La Bolivie et le changement climatique

Zoom Sud: Echos de Bolivie

**Les OECA de café et notre partenaire FECAFEB
La lutte pour l'écologie de l'AOPEB et du CNAPE**

Frères des Hommes - Belgique asbl
Rue de Londres 18 -1050 Bruxelles
Tél.: 02 512 97 94 - Fax: 02 511 47 61
CCP BE76 0000 7927 7995

N°101

EDITO

Entre succès et amertume

Longtemps, le peuple bolivien a nourri l'espoir d'un avenir meilleur. L'accès à la présidence d'Evo Morales en janvier 2006 semblait être une réponse taillée sur mesure par le destin, comme un écho aux aspirations des populations indigènes et défavorisées. Lui qui était né de pauvres paysans aymaras savait l'âpreté de leur quotidien et leur lutte pour la survie. Il les comprendrait. Il changerait les choses.

Et effectivement, il y a eu changement. Il y a eu l'adoption de mesures inédites jusqu'alors. Mais au fil des années, l'amertume et la perplexité ont aussi germé dans le cœur des Boliviens. Des contradictions entre le discours présidentiel et la réalité du terrain ont semé le doute çà et là. Le flou entourant les visées à long terme a parfois conféré des accents trop assistencialistes à des mesures populaires, aux effets strictement immédiats.

Piège et usure du pouvoir? Difficulté à résister aux pressions de la virulente opposition? Manque de préparation face à l'immensité de la tâche? Quelles que soient les raisons fondamentales de ces maladresses, voire de ces échecs politiques, les murmures d'insatisfaction se sont parfois mués en rudes manifestations orchestrées par ceux-là mêmes qui avaient rêvé jadis d'une Bolivie emmenée par Evo Morales.

Mais au cœur de ce constat demeure un inébranlable espoir, celui que suscite la

détermination de la société civile bolivienne, et en son sein, des associations, mouvements et institutions qui tentent de garder le cap et réclament plus de cohérence, plus d'investissements et davantage de vision à long terme.

Ce dernier bulletin de l'année 2011 se referme donc sur cette note d'espoir pour la Bolivie, mais aussi symboliquement pour l'humanité dans son ensemble qui aspire à davantage de bien-être. Et puisque l'humanité est Une, nous en sommes convaincus chez Frères des Hommes, la solidarité reste un ingrédient fondamental de ce bien-être général.

L'équipe de Frères des Hommes profite de cette occasion pour vous souhaiter d'ores et déjà une très heureuse année 2012!

Milena Merlino

Avez-vous pensé à vos cartes de vœux?

Comme tous les ans, Frères des Hommes propose de jolies séries de cartes de vœux au prix modique de 5€ pour un paquet de 5 cartes. En cette fin d'année, adressez vos meilleurs souhaits à ceux qui vous sont chers... tout en faisant un geste solidaire pour le Sud! Vous pouvez découvrir nos cartes en visitant notre site Internet: www.freresdeshommes.org et passer directement commande en ligne ou contacter Marie-Christine Bavay pour vos commandes au 02/512.97.94.

Notre rapport annuel 2010 à votre disposition

Si vous voulez avoir un aperçu des projets soutenus et actions réalisées par Frères des Hommes en 2010, n'hésitez pas à demander notre rapport annuel 2010! Pour ce faire, vous pouvez contacter Marie-Christine Bavay au 02/512.97.94 ou par email: fdhbel@skynet.be

Frères des Hommes à la recherche de nouveaux bureaux!

Notre bail actuel venant à échéance le 31 août 2012, nous sommes à la recherche de nouveaux locaux. Nous souhaiterions acheter un bien immobilier (bureaux) qui répondrait aux critères suivants: superficie totale de 250-300 mètres carrés, comprenant plusieurs locaux, une cuisine, une salle de réunion, une salle d'archivage et de stockage, 2 WC. Notre recherche se concentre exclusivement sur une commune de Bruxelles. Accessibilité transports en commun. Si vous avez connaissance d'un tel bien, vous pouvez contacter Marie-Christine Bavay au 02/512.97.94 (email: fdhbel@skynet.be)

Sommaire

Editorial	p.2
Petit saut dans le passé	p.3
Les contradictions de la politique d'Evo Morales	p.4-5
Quel développement rural pour la Bolivie?	p.6
La Bolivie et le changement climatique	p.7
Zoom Sud: Echos de Bolivie	p.8

Frères des Hommes - Info:

Le magazine d'information de Frères des Hommes Belgique asbl
Rue de Londres, 18 - 1050 Bruxelles
Tél.: 02/512.97.94 - Fax: 02/511.47.61
Courriel: fdhbel@skynet.be - www.freresdeshommes.org
banque de la Poste BE76 0000 7927 7995

Ont collaboré à ce numéro: l'équipe des permanents de Frères des Hommes

Coordination générale: Milena Merlino

Rédaction: Catherine Bruyère, Milena Merlino

Correcteur: Arlette Lenotte, Yves Barillot

Editeur responsable: Yves Barillot - rue de Londres, 18 - 1050 Bruxelles

© Photos: Frères des Hommes, Etienne Debande

Mise en page: Be Line, Dominique Geusen

Frères des Hommes-Info est imprimé chez Gillis à Bruxelles

Fratelli del l'Uomo (Italie) et Frères des Hommes (France, Belgique et Luxembourg)

forment ensemble Frères des Hommes Europe

Avec le soutien de la DGD

(Direction Générale de la coopération au Développement)

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**

Tous droits de reproduction par quelque procédé que ce soit de traduction et/ou d'adaptation, réservés pour tous pays sauf accord préalable écrit de l'éditeur.

Petit saut dans le passé

Par Catherine Bruyère

La Bolivie, re-baptisée État plurinational de Bolivie, est un pays du centre de l'Amérique du Sud. Ses 10 millions d'habitants se répartissent sur un territoire 35 fois plus grand que celui de la Belgique. On y trouve 2 régions géographiques distinctes: à l'ouest, les hauts plateaux andins, l'Altiplano; à l'est, les plaines tropicales dont la partie nord appartient à la forêt amazonienne. 37 langues sont officiellement reconnues dans ce pays qui affiche une grande diversité culturelle. Les Indiens quechuas et aymaras composent plus de la moitié de la population, historiquement défavorisée. En dépit d'un taux de pauvreté de 60%, ce pays jouit de richesses naturelles telles que l'étain, l'argent, le lithium, le gaz naturel et une grande biodiversité. L'élite blanche et métisse, bien que minoritaire mais possédant les terres les plus fertiles, a toujours conservé le pouvoir et a privilégié ses intérêts. C'est pourquoi elle a perçu l'accession au pouvoir d'Evo Morales comme une menace potentielle.

EVO MORALES, L'ESPOIR APRÈS LES ANNÉES NOIRES

A la suite de son indépendance, en 1825, la Bolivie voit s'alterner périodes démocratiques, guerres et dictatures. A partir des années '80, les présidents qui se succèdent suivent les préceptes des grandes institutions financières internationales. En effet, à cette époque, la Banque Mondiale et le FMI imposent à l'Amérique du Sud des ajustements structurels qui impliquent libéralisation, privatisation, exportation. A la fin des années '90, la compagnie aérienne, le téléphone, les chemins de fer, l'électricité, le secteur pétrolier, les services d'eau sont privatisés en Bolivie.

Dans une logique de rupture avec les années néolibérales, le second millénaire a vu une Amérique latine virer globalement à gauche. En sont acteurs Chavez au Venezuela, Lula au Brésil et Correa en Équateur. Ce serait probablement dans la Bolivie d'Evo Morales, l'actuel président, qu'est engagé le processus de transformation sociale le plus ambitieux du continent, parce qu'il prétend, non seulement, vouloir lutter



contre l'impérialisme étranger, mais aussi contre le néocolonialisme interne du pays qui opprime depuis toujours les classes indigènes et paysannes¹.

Evo Morales, est un Indien aymara d'une cinquantaine d'années, issu d'une modeste famille paysanne. Avec son parti le MAS (Movimiento Al Socialismo), il est à la tête du gouvernement depuis 2006.

Avant cela, dans les années '90, il s'illustre comme leader du mouvement des producteurs de coca qui luttent contre l'éradication de leurs plantations. L'ONU pénalise en effet la feuille de coca qui, en Bolivie, est traditionnellement mâchée ou consommée sous forme de thé².

En 2002, considéré comme un candidat atypique d'extrême gauche, il se présente aux élections. Pour la première fois, un indigène va jusqu'au deuxième tour, mais c'est à nouveau un homme politique de race blanche, le libéral Gonzalo Sanchez de Lozada qui remporte les élections.

L'année suivante, à la suite de la découverte d'importantes réserves de gaz, les organisations paysannes manifestent contre la vente du gaz et contre les investisseurs étrangers. A la tête de cette guerre du gaz, nous retrouvons Evo Morales. Sous la pression des syndicats et de milliers de manifestants, le président en place finit par démissionner. Morales, le seul homme politique bolivien qui promet de rendre leurs terres aux paysans et de lutter contre le capitalisme international, est à ce moment député.

A la suite de la guerre du gaz, Carlos Mesa est élu président pour, selon lui, «un gouvernement de transition qui convoquera des élections à moyen terme, une fois qu'un référendum sur le gaz aura été réalisé»³. La population

veut en finir avec le pillage de ses ressources. Le référendum ne la satisfait pas du tout car il ne propose pas de nationalisation. Face au mécontentement de son peuple, Carlos Mesa démissionne à son tour.

A la fin 2005, pour la première fois, le peuple bolivien (composé à 60% d'indigènes) élit un président indigène et ce, avec un score jusque-là inégalé. Evo Morales entend rendre leur dignité aux Indiens et leur octroyer les droits qu'ils méritent. Il veut également nationaliser des entreprises pour que la Bolivie redevienne maître de ses ressources. Il considère, par exemple, que la privatisation de l'eau est une violation des droits de l'homme.

Premier succès du nouveau président: il gagne la guerre du gaz en 2007 en nationalisant, comme il l'avait promis, les hydrocarbures. Il met ensuite en place une Assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution. Les délibérations durent plus d'un an. En effet, beaucoup d'intérêts s'opposent violemment et de nombreuses organisations tentent de bloquer le processus. Vu les protestations, Evo Morales remet en jeu son mandat lors du référendum sur la Constitution. En disant oui à 64% à la nouvelle Constitution, le peuple bolivien lui permet de briguer un nouveau mandat fin 2009.

L'originalité de la politique proposée par Evo Morales s'inscrit dans le Plan National de Développement dont le slogan est «Bolivie digne, souveraine, productive et démocratique pour Vivre Bien»⁴.

(1) «La Bolivie d'Evo: démocratique, indianiste et socialiste?», François Polet, Cetri, 2009

(2) En 2009, Evo Morales a mâché des feuilles de coca lors d'une conférence de l'ONU sur les stupéfiants pour expliquer que la feuille de coca n'est pas de la cocaïne et n'est ni nocive ni addictive. Il voudrait faire retirer la feuille de coca de la liste des substances interdites. («Evo Morales mâche de la coca à l'ONU», L'Express, Mars 2009)

(3) «La coca qui fait tomber les présidents», Christine Renaudat, Le Soir, 2003

(4) Plan Nacional de Desarrollo 2006-2011
http://www.constituyentesoberana.org/3/propuestas/gobierno/11_Min_Planificacion_Plan_Nal_Developmento_Nal.pdf



Les contradictions de la politique d'Evo Morales

Par Milena Merlino et Catherine Bruyère

A la tête de la Bolivie depuis janvier 2006, Evo Morales a été l'un des acteurs importants du virage à gauche entrepris par le continent latino-américain. Si ses origines modestes, indigène et paysanne, en ont fait d'emblée un chef d'Etat atypique, son accession au pouvoir a éveillé l'espoir d'une grande partie de la population jusque-là marginalisée et fragilisée par la pauvreté. Mais au terme de ces 6 années à la présidence, est-il réellement parvenu à assouvir cette soif de changement et à répondre aux attentes du peuple bolivien? Applaudi des deux mains au début de son premier mandat pour l'adoption de certaines mesures inédites¹, les réactions se font maintenant parfois plus mitigées et sont davantage teintées de doutes, voire de critiques.



DE BONNES INITIATIVES, MAIS...

Le travail sur la nouvelle Constitution entrepris dès le début du premier mandat d'Evo Morales a été à la fois essentiel et titanesque. Plus de la moitié de la population bolivienne qui jusque-là n'avait jamais eu droit au chapitre s'est investie dans ce processus. On a pu se réjouir en particulier de la proportion de 34% de femmes participant à l'Assemblée constituante, même si certain(e)s auraient espéré qu'elles soient encore plus nombreuses. Le texte né de cette instance proclame entre autres la non-discrimination et l'égalité des genres, initiative qui fut suivie de l'élaboration d'un Plan National pour l'Égalité des Chances. Familier du rôle protagoniste que les Boliviennes ont toujours tenu à ses côtés au plus fort des luttes sociales lorsqu'il était leader des producteurs de coca, Evo Morales n'a eu aucune peine à admettre qu'elles occupent une place de choix à des postes clés quand il est arrivé au pouvoir. Ainsi, à l'heure actuelle, on trouve 13% de femmes dans les divers espaces de décision (gouvernement national, départemental et municipal).

Toutefois, ces mesures louables n'ont pas empêché le machisme de perdurer dans les mentalités, voire, aux dires de certaines dirigeantes, dans certains discours du président lui-même. Par ailleurs, le ministère de la Femme, ins-

tance gouvernementale réclamée par les organisations féminines et ayant pour but d'améliorer la situation critique des femmes, n'existe tout simplement pas et aucun budget n'est consacré à ce sujet. Nombre d'associations et acteurs sociaux auraient espéré un investissement effectif en la matière. Pourtant, il reste bien du chemin à faire lorsque l'on sait que 7 femmes sur 10 sont toujours victimes de violence domestique en Bolivie².

Le monde paysan ne se prive pas non plus de critiquer le manque de subsides dont a rudement besoin l'agriculture familiale. Face aux discours de leur président prêchant l'indispensable souveraineté alimentaire, les petits producteurs devant jouer un rôle clé dans ce type de modèle agricole avaient légitimement caressé l'espoir d'obtenir enfin cette aide financière qui leur avait fait cruellement défaut sous les gouvernements néolibéraux antérieurs, ces derniers ayant invariablement préservé les intérêts de l'agro-industrie. Force est de constater que les efforts actuels réalisés pour favoriser l'agriculture paysanne sont toujours nettement insuffisants pour que celle-ci puisse véritablement se substituer au secteur agro-industriel. Que ce soit en termes de soutien aux organisations économiques paysannes ou à l'irrigation³ par exemple, l'investissement financier reste très faible en dépit des principes brandis par le pouvoir en place.

Beaucoup d'interlocuteurs considèrent que l'Etat ne profite pas de la situation économique actuellement favorable, et sans doute temporaire, pour apporter un appui aux acteurs économiques et investir durablement. S'il met effectivement des freins à l'extension des grandes entreprises, il ne fait pas d'effort significatif pour que les petits producteurs se substituent à celles-ci.

De cette façon, certaines initiatives porteuses sont étouffées dans l'œuf: de bonnes lois sont votées, des organismes étatiques sont même parfois mis en place pour les appliquer, mais les subsides qui devraient leur être alloués font défaut. Ainsi, par exemple, le CNAPE⁴, fondé dans le sillage de l'adoption de la loi promouvant l'agriculture biologique, n'a pas reçu le soutien financier escompté de l'Etat. S'il peut fonctionner à l'heure actuelle, c'est grâce à un programme de Coopération internationale.

Dès lors, où le gouvernement investit-il ses deniers? D'après José Antonio Peres, directeur du CEP⁵, l'argent est, pour une part, redistribué sous forme d'allocations sociales à diverses catégories de la population certes défavorisées et, l'autre partie serait gardée en réserve. Aucun gouvernement bolivien n'aurait fait, selon lui, autant de réserves que celui d'Evo Morales, alors que certains investissements s'avèreraient pourtant essentiels.

VIVIR BIEN OU VIVIR MEJOR⁶: LE DÉCALAGE ENTRE DISCOURS ET RÉALITÉ

«Une Bolivie digne, souveraine, productive et démocratique pour vivre bien»: tels étaient les mots d'Evo Morales accompagnant la présentation du Plan National de Développement. Le paradigme du «Vivre Bien» est issu de la théorie selon laquelle le capitalisme et le socialisme sont tous deux en crise. Dès lors, il serait nécessaire de construire un nouveau modèle de développement et de fonctionnement. Ce discours qui a fait la force, l'originalité et la légitimité d'Evo Morales, soutenu par la société civile, est pourtant en train de perdre du terrain en faveur de l'ancien paradigme capitaliste. Ainsi, ceux qui, dans le gouvernement, s'opposent au modèle dé-



veloppementaliste seraient de plus en plus isolés. Le discours du «Vivir Bien» ne serait plus qu'une façade pour tranquilliser les gens.

Les propos de José Antonio Peres résumement bien cette situation: «D'un côté, on porte un intérêt à la grande biodiversité de la Bolivie, à l'écologie, à la protection des indigènes, à la souveraineté alimentaire. Et de l'autre, on favorise le développement à tout prix, l'industrialisation, les OGM, ce qui correspond à une vision des années 60-70. Cette vision conservatrice s'oppose à l'objectif de la construction d'un nouveau paradigme du 'Vivir Bien', au lieu du 'Vivir Mejor'».

La preuve en est, par exemple, l'engagement de l'Etat pour le plan IIRSA⁷. Les méga-projets de l'IIRSA qui visent à industrialiser davantage les pays via des autoroutes, des centrales hydro-électriques, sont contraires aux principes du «Vivir Bien». Certains d'entre eux suscitent de fortes résistances au sein de la population. Ainsi, financé par le Brésil, un projet d'autoroute de 300 km, soutenu par Evo Morales, devait relier les provinces de Cochabamba et Beni en traversant le parc naturel protégé d'Isoboro Securé, terre ancestrale



des Indiens d'Amazonie. A la mi-août, 2.000 marcheurs, venant des plaines d'Amazonie se sont mis en chemin vers La Paz en guise de protestation, forçant même à un moment le ministre des Affaires étrangères, David Choquehuanca, à les accompagner sur 7 kilomètres alors qu'il était venu négocier avec eux⁸!

La pression sociale était telle que le président a fini par suspendre le projet et accepter d'organiser un référendum relatif sur la question.

De même, le refrain sur la Bolivie écologique qui a caractérisé les prises de position d'Evo Morales, sur la scène internationale, semble être contradictoire avec certaines réalités du terrain. Ainsi, le pays est toujours fortement touché par la déforestation responsable, selon le CIPCA⁹, de générer 80% des émissions de CO2. Chaque année, au moins 400.000 ha de forêt seraient ainsi coupés en relative impunité au vu des faibles pénalités appliquées (0.2 USD par ha).

Par ailleurs, diverses variétés cultivées par les petits agriculteurs se trouvent menacées par la présence d'OGM en Bolivie depuis plus de 10 ans. L'existence de cultures transgéniques a été simplement réglementée par une loi récente, sans qu'elles soient interdites. Or, on sait pertinemment qu'une semence OGM pourrait causer la disparition de nombreuses variétés traditionnelles qui font la richesse de la production agricole.

Entendons-nous bien: il ne s'agit pas de tomber dans les travers de l'opposition virulente à laquelle doit faire face Evo Morales en Bolivie, celle issue de la riche région de la Media Luna, à l'Est du pays, majoritairement habitée par une population blanche qui réclame son autonomie. Il convient de reconnaître que l'accession au pouvoir de ce président atypique a permis de réelles avancées: il y a eu, pour ne citer que quelques exemples, redistribution de terres en faveur de communautés paysannes, promotion de l'utilisation du gaz comme source énergétique propre et, en politique internationale, formulation de revendications progressistes sur des questions environnementales.

Mais, ces progrès caractérisant l'émergence d'une nouvelle Bolivie, certes, ne doivent pas encourager l'abandon d'une vigilance utile. Derrière ces contradic-



tions, quelles sont les visées du pouvoir bolivien à long terme? Evo Morales va-t-il réellement combler les espoirs placés en lui et faire fructifier le potentiel de la Bolivie afin qu'il devienne un pays alternatif ou va-t-il succomber à la pression du modèle dominant en laissant derrière lui une population désenchantée? Quoi qu'il en soit, nombre d'acteurs sociaux restent décidés à se battre et à défendre leurs intérêts.

(1) Par exemple, la «renta dignidad» garantissant une pension mensuelle de 200 bolivianos (un peu moins de 20) à toute personne âgée de plus de 60 ans

(2) D'après Katia Uriona, secrétaire exécutive de la Coordinadora de la Mujer, réseau d'organisations boliviennes luttant pour améliorer la situation des femmes

(3) Seuls 7% de la surface cultivée en Bolivie bénéficient d'investissements pour l'irrigation, alors que le pourcentage est doublé dans les pays voisins (CIPCA - Centre d'Investigation et Promotion de la paysannerie)

(4) CNAPE, Conseil National de Production Ecologique, est un organisme étatique chargé d'appliquer la loi de promotion de l'agriculture écologique.

(5) Le CEP, Centre d'Etudes et de Projets, est une entreprise de consultance bolivienne qui travaille sur les thèmes de développement économique, social, politique, institutionnel et environnemental.

(6) Vivre Bien ou Vivre Mieux?

(7) IIRSA: Initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure Régionale d'Amérique du Sud, projet né en 2000 qui prévoit l'intégration multisectorielle de 12 pays d'Amérique du Sud

(8) «Route contestée, Evo Morales cède» par Marie-France Cros, La Libre Belgique, 28 septembre 2011

(9) Le CIPCA est le Centre d'Investigation et de Promotion de la paysannerie



Quel développement rural pour la Bolivie?

Par Catherine Bruyère

L'accession d'Evo Morales a indéniablement permis de grandes avancées pour le secteur rural: redistribution de terres en faveur des villages et des communautés paysannes indigènes, rejet des processus de privatisation agricole et création d'entreprises communautaires et publiques pour soutenir la production et la commercialisation de la population paysanne. Toutefois, les organisations économiques paysannes défendant les petits producteurs n'ont toujours pas obtenu le soutien escompté. En outre, la tolérance à l'égard des OGM et le manque de subsides pour la production biologique font tache dans les discours d'un président qui s'est pourtant distingué sur le thème de l'écologie.

ET LES PETITS PRODUCTEURS, ALORS?

En Bolivie, la population rurale tend à diminuer par rapport à la population urbaine qui représente aujourd'hui 65% de l'ensemble des habitants. Parallèlement, la production alimentaire paysanne se réduit: la majorité de l'alimentation provient de l'agro-industrie. Cette présence massive de produits agro-industriels à bas prix exclut du marché les petits agriculteurs.

Défendant le concept de souveraineté alimentaire inscrit dans la nouvelle Constitution, Evo Morales dit vouloir privilégier la production agricole paysanne, de sorte que l'essentiel de l'alimentation consommée en Bolivie provienne des petits producteurs. Cependant, les efforts fournis pour que l'agriculture paysanne puisse se substituer au secteur agro-industriel restent insuffisants. La plupart des programmes suivent les modèles des décennies précédentes. Les investissements directs du gouvernement sont presque insignifiants.

Depuis toujours livrés à eux-mêmes, de nombreux petits producteurs paysans de Bolivie se sont associés en organisations économiques paysannes appelées OECA pour acquérir une plus grande force de négociation et améliorer leur niveau de vie. Alors que la nouvelle Constitution laissait espérer qu'un appui leur serait octroyé¹, elles n'ont rien

vu venir. Au contraire! Une loi relative à l'agriculture², adoptée en juin 2011, est ressentie comme une menace car elle met en place une nouvelle figure controversée: l'OECOM, organisation économique communautaire. Celle-ci n'est définie clairement dans aucun texte, mais elle deviendrait l'organisation économique de référence. L'OECOM aurait été conçue par le Pacte d'Unité³ afin de capter encore plus de pouvoir et de ressources. Les propos de Ruben Monasterios, manager général de FECAFEB, traduisent une réelle inquiétude: «Ces syndicats excluent nombre de secteurs de la société civile tels que les organisations économiques paysannes. Grâce à la création d'OECOMs, ils recevront directement les crédits, ils seront les premiers à bénéficier de l'assurance agricole».

Contrairement aux syndicats, les OECA n'ont que très peu de représentation politique. La CIOEC⁴, organisation centrale qui les représente, a pour principe de ne pas soutenir de parti parce qu'elle est avant tout une organisation économique. Ramiro Lizarazu, Responsable du développement commercial de la CIOEC raconte: «Evo Morales avait sollicité le soutien de la CIOEC, mais nous avons refusé de devenir un instrument politique. Si la CIOEC avait accepté, ses demandes auraient été satisfaites en priorité. Les OECA continuent donc à se débrouiller seules et avec l'aide de la Coopération internationale».

AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET OGM

Jusqu'en 2008, la Bolivie disposait de la plus grande surface écologique certifiée du monde. La biodiversité est énorme: il existe, par exemple, beaucoup de variétés de maïs et 1.000 variétés de pommes de terre. A l'heure actuelle, malheureusement, elles sont menacées de disparition en raison des monocultures d'OGM.

Une loi récente vise à réguler l'utilisation des OGM, mais non à les interdire. La porte leur reste donc ouverte. De fait, 3 articles de loi semblent poursuivre des logiques opposées. Selon l'article 13, «il faut préserver la nature»; alors que l'article 15 stipule qu'«on pourrait com-



mercialiser sous certaines conditions la nature». Enfin, l'article 19 précise que «l'utilisation des OGM sera réglementée». Evo Morales défendrait donc l'idée que les OGM seraient acceptables sous prétexte de vouloir atteindre la souveraineté alimentaire.

En outre, les organisations de producteurs écologiques estiment que le plan initial de développement rural n'est pas respecté. Ainsi, une loi de promotion de l'agriculture biologique stipule que ce type de production pourrait être subsidié. Le CNAPE⁵ a été créé pour l'exécuter. Or, depuis 4 ans, cet organisme étatique ne reçoit pas de financement de l'Etat et fonctionne grâce à un programme de Coopération internationale de 3 ans.

Carmen Sotomayor exprime la désillusion vécue par les membres de l'AOPEB⁶: «Le gouvernement nous dit que nous avons tort de nous inquiéter, que nous interprétons tout mal, que tout sera réglementé et qu'il faut faire confiance. Mais peut-on vraiment y croire?»

(1) L'art 334 stipule que «pour les OECA, la politique facilitera l'accès à la formation technique, à la technologie, aux crédits, au marché, à l'amélioration de la production»

(2) Ley de revolucion productiva comunitaria agropecuaria <http://bolivia.infoleyes.com/shownorm.php?id=3120>

(3) Le Pacte d'Unité est un groupe constitué d'une série de syndicats qui ont porté Evo Morales au gouvernement et détiennent maintenant tout pouvoir d'influence

(4) CIOEC: Coordinadora de Integración de Organizaciones Económicas Campesinas de Bolivia

(5) Le CNAPE est le Conseil National de Production Ecologique

(6) L'AOPEB (Asociación des Organizaciones de Productores Ecológicos de Bolivia) regroupe les organisations de producteurs écologiques du pays



La Bolivie et le changement climatique

Propos recueillis par Catherine Bruyère

La Bolivie s'est distinguée au travers de plusieurs discours d'Evo Morales sur le changement climatique. Mais les paroles correspondent-elles aux actes? Frères des Hommes a recueilli l'avis de Marcos Nordgren, membre de l'Unité d'Action Politique du CIPCA¹. Biologiste de formation, Marcos Nordgren a longtemps travaillé pour le Département «Changement Climatique» de cette organisation.

FdH: Comment le changement climatique se fait-il sentir en Bolivie?

Marcos Nordgren (M.N): Le changement climatique se manifeste différemment selon les régions. D'une part, dans les Andes, les pluies se font rares et se concentrent sur de plus courtes périodes, ce qui affecte le calendrier agricole. D'autre part, l'Amazonie souffre d'inondations et de sécheresse. Si l'on se réfère aux 100 dernières années, les 3 plus grandes sécheresses datent de la dernière décennie².

FdH: Quelles sont les sources de pollution en Bolivie?

M.N: La Bolivie en termes absolus est un faible pollueur. Elle n'était responsable que de 0,4% des émissions mondiales de CO₂ en 2008. Environ 80% des émissions boliviennes sont dues à la déforestation. Chaque année, environ 400.000 hectares de forêt sont coupés. Ces chiffres sont certainement plus élevés en réalité puisqu'on ne compte pas les étendues de moins de 4 hectares. En plus, il y a contamination de l'eau par l'industrie minière.

FdH: Comment la Bolivie lutte-t-elle contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement?

M.N: Il y a peu de normes et elles sont peu appliquées. Le ministère de l'Environnement est responsable de la publication des études et de la gestion du Programme National sur le Changement Climatique, mais il ne reçoit pas un centime du gouvernement, il est dépendant de la Coopération internationale. Au niveau national, l'État n'a jamais mis de priorité sur l'environnement. Qui plus est, la Bolivie s'investit dans des projets néfastes pour l'environnement et qui contredisent le discours du respect pour la Terre Mère. Le CIPCA a fait une enquête sur le pro-

jet d'une énorme entreprise hydroélectrique de 60.000 hectares qui affecterait la vie de 100.000 personnes et de 50 communautés vivant dans le département amazonien du Beni, au nord de la Bolivie³. Il faudrait retenir l'eau d'une des rivières au plus grand débit, la rivière Madera, ce qui entraînerait des inondations.

FdH: Quels sont les apports d'Evo Morales au niveau environnemental?

M.N: Premièrement, il a privilégié et promu l'utilisation du gaz que la Bolivie possède en quantité. Aujourd'hui, 70% de l'énergie est assurée par le gaz et 30% par les entreprises hydroélectriques. Or, le gaz est beaucoup moins polluant que les sources d'énergie utilisées précédemment. Les transports publics, par exemple, qui fonctionnaient tous au diesel, sont passés au gaz. Le recours au gaz offre le luxe de l'indépendance énergétique puisqu'on ne doit plus importer de pétrole. C'est bien plus pour cette raison que pour des préoccupations environnementales qu'Evo Morales a fait ce choix.

Ensuite, la première loi octroyant des droits à la Terre a été élaborée⁴. L'urgence environnementale oblige à prendre des mesures pour protéger la nature. Pour l'instant, l'homme tient pour acquis que ses droits sont supérieurs à ceux des écosystèmes. La loi sur les Droits de la Terre Mère définit un modèle de gestion environnementale, mais elle semble actuellement difficile à appliquer.

Toutefois, l'apport le plus remarquable d'Evo Morales tient dans sa politique extérieure sur l'environnement. Soutenant une position très forte, la Bolivie est devenue un vrai protagoniste international. Le pays s'est illustré dans les conférences internationales sur l'environnement par ses revendications progressistes, notamment en se positionnant contre le marché du carbone ou pour une justice environnementale.

FdH: Que pensez-vous de la politique d'Evo Morales sur l'environnement?

M.N: Le discours international d'Evo Morales est totalement légitime, mais incohérent avec sa politique nationale. Les lois de protection de l'environne-

ment rencontrent la résistance du courant développementaliste qui est aussi représenté dans le gouvernement et qui voudrait un état capitaliste basé sur une économie extractive.

La Bolivie justifie son manque d'efforts environnementaux par sa position de faible pollueur en termes absolus et en faisant appel à la responsabilité environnementale des pays développés. Elle considère que son développement ne doit pas être entravé à cause des erreurs des autres pays.

La politique interne et la pratique ne correspondent pas au discours international progressiste, aux déclarations sur les droits de la Terre. Mais la société civile trouve justement dans ce discours des arguments pour obliger de plus en plus le gouvernement à agir de façon cohérente. Elle demande au gouvernement d'investir dans les services publics, l'eau potable, de favoriser l'économie rurale, d'investir dans un développement durable. Pour que le discours du Vivir Bien⁵ ne soit pas seulement la façade qui cache un capitalisme interne.



(1) CIPCA: Centre d'Investigation et de Promotion de la paysannerie

(2) 1999, 2005, 2010

(3) CIPCA: Mega proyecto hidroeléctrico brasileño causara daños ambientales, ANF, 2010

<http://www.noticiasfides.com/sociedad/cipca-mega-proyecto-hidroelectrico-brasileno-causara-danos-ambientales-20101117/>

(4) Ley de Derechos de la Madre Tierra

<http://www.scribd.com/doc/44900268/Ley-de-Derechos-de-la-Madre-Tierra-Estado-Plurinacional-de-Bolivia>

(5) Le «Vivir Bien» est un modèle proposé par le gouvernement actuel et qui est la base de toute stratégie de développement. Il peut se résumer par le fait de vivre en harmonie avec la nature en retrouvant les pratiques ancestrales des cultures de la région et en faisant de la Bolivie un pays digne, souverain, démocratique. Cela s'oppose au modèle développementaliste du capitalisme qui veut toujours Vivre Mieux.

Zoom Sud

Les organisations économiques paysannes (OECA) productrices de café et notre partenaire FECAFEB

Entretien avec Ruben Monasterios, manager général de FECAFEB

FdH: Quand et pourquoi sont nées les OECA de café et la FECAFEB?

Ruben Monasterios (R.B): Ces OECA sont nées il y a 20 ans, lorsque les prix du café avaient énormément chuté. Aujourd'hui, sur les 20 000 familles productrices de café, la moitié fait partie d'OECA. Leur travail se concentre sur la qualité du café qui avait autrefois mauvaise réputation. Il était en effet dénommé «café surprise» parce que d'une fois à l'autre, il pouvait être très bon ou très mauvais. Maintenant, la qualité est assurée de façon constante et la majorité de la production est certifiée biologique. 95% du café en Bolivie est destiné à l'exportation (Belgique, USA, Japon), ce qui assure de bons revenus aux paysans.

FdH: Comment se porte aujourd'hui la production de café?

R.B: Aujourd'hui, la production de café diminue, parce que les plants

deviennent trop vieux. Après 30 ans, ils sont de moins en moins productifs. De plus, les connaissances passent de père en fils et s'appauvrissent sans qu'il y ait d'innovation. Il faudrait faire des rénovations et organiser davantage de formations, mais l'État ne donne aucun appui technique, ni financier. Les OECA peuvent en théorie avoir recours à une banque, le Banco Nacional de Desarrollo Productivo, pour obtenir des prêts et des crédits, mais ceux-ci sont en réalité difficiles à obtenir. La plupart des paysans ont appris depuis toujours à se débrouiller. Ainsi, un fonds leur octroyant des prêts a été créé par les OECA de café, il s'agit de FINCAFE.

FdH: Qu'est-ce qui a changé pour vous avec la présidence d'Evo Morales?

R.B: En fait, on continue à se débrouiller par nos propres moyens. Sous les gouvernements néolibéraux, on nous disait: «Pourquoi les OECA ne deviennent-elles pas des entreprises privées?». Et main-

tenant Evo nous dit: «Vous devez être davantage communautaires!». C'est la Coopération internationale qui nous a soutenus. Heureusement!



La lutte pour l'écologie de l'AOPEB et du CNAPE¹

Par Milena Merlino et Catherine Bruyère

Tout en continuant à faire pression sur le gouvernement, l'AOPEB, partenaire de Frères des Hommes, et le CNAPE s'organisent et travaillent de façon indépendante et avec l'aide de la Coopération internationale. Ces organisations sont actuellement en train de créer des certifications biologiques gratuites (à l'inverse des certifications internationales et nationales existantes) et alternatives.

Avec l'AOPEB, les producteurs établissent eux-mêmes les points qu'ils estiment devoir respecter pour que leur production soit dite «écologique» et incluent par exemple des considérations sociales.

De son côté, le CNAPE met en place un système de garantie participatif. Dans la société bolivienne, il existe déjà des formes d'organisations traditionnelles qui garantissent que les producteurs écoulent des produits biologiques. Ainsi, un producteur peut être garanti écologique soit par sa municipalité, soit par d'autres producteurs qui ont créé

un cercle de confiance, soit par ses consommateurs. Le CNAPE voudrait valider ces systèmes participatifs de garantie et les rendre légaux via un label.

Le travail du CNAPE consiste également à sensibiliser les municipalités à l'écologie et les aider à s'engager dans cette voie. La phase actuelle d'élaboration de leur charte est un moment stratégique². Sans nécessairement en avoir conscience, 47 municipalités prendraient déjà des mesures répondant aux principes de l'écologie. D'autres prétendent chercher à préserver l'environnement en avançant parfois des justifications fantaisistes.

Face à cela, le CNAPE et l'AOPEB ont établi des critères à respecter. Il y a 5 paramètres à prendre en compte:

- 1) sur le plan politique: les décisions sont prises via un consensus du conseil municipal
- 2) sur le plan économique: une part du budget est destinée à l'écologie
- 3) sur le plan éducatif: les programmes scolaires abordent l'écologie, il y a un potager ou un compost dans l'école

- 4) sur le plan social: plus d'attention est accordée aux producteurs écologiques
- 5) sur le plan environnemental: il y a des règles de protection de la nature

Carmen Sotomayor, directrice de l'AOPEB, précise: «Cette définition est originale parce que la production écologique ne se limite pas à l'absence de produits chimiques dans le processus de production, mais elle implique aussi un compromis social, la protection de la nature, une production diversifiée».

Actuellement, aucune municipalité ne remplit les 5 critères, mais le CNAPE travaille à l'évolution de la situation afin de rendre sa légitimité à la dénomination «municipalité écologique».

(1) L'AOPEB (Asociación de Organizaciones de Productores Ecológicos de Bolivia) regroupe les organisations de producteurs écologiques du pays.

Le CNAPE (Consejo Nacional de Producción Ecológica) est un organisme étatique chargé d'appliquer une loi de promotion de la production écologique.

(2) Ces chartes consistent en quelque sorte en constitutions par lesquelles les municipalités se donnent une identité, des objectifs.